L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 12 MARS 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI MATIN, 12 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan—Bottes, souliers et brodequins—Aussi, souliers fins pour dames et demoiselles.

Par G. de Ferriet & Co., rue Dauphine, entre Mandeville et Marigny—Meubles.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres—Habillements de printemps, linge et—de messieurs, chapeaux de messieurs et chapeaux de peaux ayariés.

ATTENTION!

Habits, Linge, Chaperons.—Il sera vendu, aujourd'hui jeudi, à midi précis, à 10 heures du matin, par MM. Hoffman, Marks & Co., dans leur salle d'encan de la rue de Chartres No 38, un grand assortiment d'habits fashionables de printemps, 200 douzaines de chemises à devants en toile, tergants en percale de fantaisie et 150 douzaines de chapeaux noirs et gris des plus fins et du dernier genre, ainsi que 4 caisses de chapeaux de peaux ayariés.

Habits, Linge, Chaperons.—Il sera vendu, aujourd'hui jeudi, à midi précis, à 10 heures du matin, par MM. Hoffman, Marks & Co., dans leur salle d'encan de la rue de Chartres No 38, un grand assortiment d'habits fashionables de printemps, 200 douzaines de chemises à devants en toile, tergants en percale de fantaisie et 150 douzaines de chapeaux noirs et gris des plus fins et du dernier genre, ainsi que 4 caisses de chapeaux de peaux ayariés.

SPECTACLES.

Jeudi, 12 mars 1874.

OPÉRA.—A midi. La Fille de Mme Angot, le soir, L'AFRICAINE.

ACADÉMIE.—Grande troupe de spécialités.

Tout s'est écroulé en bon chemin.

On ne peut pas dire que la Législature Kellogg ne fût pas animée, dans sa dernière session, d'intentions d'économie bien réelles. Elle en a donné encore récemment la preuve par le vote à l'unanimité du bill de conversion et de réduction des dettes publiques. Elle en a donné aussi d'autres preuves, notamment dans les délibérations concernant la limitation de la dette et de la taxe d'Etat; elle ne s'est inquiétée ni des cris ni des plaintes qui vraisemblaient ou qui pourraient venir de la part de ces chercheurs de placements d'argent, vulgairement appelés agioteurs, et dont l'unique but est de multiplier leurs capitaux en toute occasion sans se demander si au fond ces leurs opérations il y a quelque chose d'honnête ou de légitime.

Après un début pareil, on devait croire que la Législature, poursuivant son œuvre, ferait preuve de la même énergie réformatrice dans les affaires de la ville et qu'elle renverserait impitoyablement une partie de ce lourd fardeau de dettes qui empêchera toujours à la Nouvelle-Orléans de se relever tant qu'il pèsera sur elle. C'est la Législature générale et la vue de la réforme est fondé non-seulement sur un sentiment de raison avouable, mais encore sur un sentiment d'honneur tout aussi justifiable que nous le regardons comme un devoir auquel notre avenir est attaché. Quand une communauté est aussi pauvre que la nôtre, elle doit nécessairement réduire ses dépenses et borner ses obligations au chiffre qu'elle peut honnêtement devoir et raisonnablement supporter. Avons-nous fait cela? Sommes-nous affranchis? Non. Toutes les conséquences des horreurs financières commises sous l'administration Warmoth, continuent à nous accabler comme si ces conséquences étaient des engagements d'honneur auxquels nous aurions pris librement part et auxquels nous devrions condamner à jamais ceux qui viendront après nous.

Avait-on demandé notre consentement pour contracter ces dettes? Avions-nous une représentation parlementaire quand ces engagements scandaleux et hors de proportion avec nos moyens ont été pris? Non; on s'est passé de notre adhésion; on nous a privés du droit de vote et on a, par hasard, nous réussissions à faire triompher aux élections un homme véritablement de notre choix, on escamotait son titre dans la vérification des pouvoirs de la Législature et on lui substituait un mandataire pour lequel le peuple, même entraîné, n'avait pas voté. Les obligations contractées en des circonstances pareilles sont-elles plus légitimes pour la Nouvelle-Orléans que pour l'Etat? Nous n'y voyons pas la moindre différence quant à l'origine. La ville n'a pas été mieux représentée que l'Etat; ce qui est impur d'un côté est impur de l'autre; ce qui est nul ici est nul là, et la raison, la saine raison, nous le répétons, nous faisait un devoir de nous soustraire à de telles obligations et d'en secouer le joug, notre renaissance étant à ce prix.

D'où vient que la Législature alors comprenant son devoir envers l'Etat, ne l'a pas compris de la même manière en ce qui regarde la ville? Qui a fait échouer les bonnes intentions que nous lui supposions, qu'elle pouvait avoir et qu'elle a voulu effet? Et ici, nous ne parlons pas de dettes seulement, mais aussi d'abus de gouvernement, dont la suppression était demandée par tous, moins ceux qui en profitent; d'abus qui ont été attaqués d'abord avec énergie, qui semblaient devoir succomber à la première épreuve et qui ont survécu cependant à la Législature, comme s'il n'en eût pas été question un instant pendant la session.

Qui a fait échouer le projet de rappel de la taxe du parc, le projet de rappel du contrat de desséchement avec une compagnie en banqueroute et qui nous ruine? Qui a fait échouer même les demandes si modérées de la Chambre de commerce sur ces deux points? Qui a fait échouer le projet de réforme des droits de procédure et le projet de réforme sur le régime de la prison? Qui a fait échouer le grand projet de réforme sur les assessements et sur la collection des taxes d'Etat et de ville, dans la paroisse d'Orléans, projet immense et dont la réalisation est épargnés chaque année $250,000 à la ville et autant à l'Etat, tout en assurant un assessement honnête, facile et équitable? Qui a fait échouer un projet de limite dans les frais des Ecoles publiques? Ces réformes seules, indépendamment des autres, nous eussent valu plus d'un million d'économies et une réduction considérable sur la taxe de cette année et de toutes les années futures.

Qui a fait échouer, en outre, un projet raisonnable de limite pour la dette de ville et qui a fait triompher le bill devenu loi et qui ne limite rien, puisque le chiffre de cette dette ne sera fixé qu'au 31 décembre 1874 et que toutes les dettes flottantes, actuelles ou à venir jusque là, devront en faire partie? Il valait bien mieux ne pas limiter du tout, car on regardera plus tard cette mauvaise Législature comme une reconnaissance nouvelle du fardeau sous lequel nous étouffons. Ainsi au lieu d'atténuer le mal, on l'a aggravé.

Enfin à défaut de limite pour la dette de ville, a-t-on au moins limité l'impôt? Non; on n'a pas même fait cela. On n'a pas osé rétablir la limite de 1869 votée bravement par une Législature démocratique. Cette limite avait pourtant été votée à l'unanimité par le Sénat et le bill avait été lu deux fois sans opposition à la Chambre. Que manquait-il à ce bill pour devenir loi? Une dernière lecture, ou un dernier vote qui n'aurait pas pris trois minutes. A qui faut-il attribuer la perte de ces trois minutes?

Et pendant que le temps manquait pour donner cette garantie suprême au peuple de la Nouvelle-Orléans, on trouvait beaucoup de temps, et malheureusement trop, pour convertir en loi une triste idée de la Chambre de Commerce, idée de rendre exigible le recouvrement des taxes municipales à partir du 31 mars de chaque année. Ainsi les contribuables pourront être poursuivis le 1er avril, tandis que sous l'ancienne loi il ne pouvaient l'être avant le 1er août. Cette disposition est le comble de la démence, quand on pense qu'il y a quatre millions de taxes arriérées dont $1,300,000 pour l'année 1873. La Chambre de Commerce et la Législature ont-elles pu penser qu'après cinq ans de véritable misère, les contribuables seraient plus en état de payer qu'auparavant? Il faut donc s'attendre à de nouvelles impossibilités et à de nouvelles poursuites.

Qui a fait échouer encore ou rendu inutiles les bonnes vues contenues dans le rapport du comité de réduction de la Chambre, rapport lu à l'assemblée deux ou trois jours avant la fin de la session, et qui recommandait de nouveau quelques unes des réformes capitales dont nous parlons plus haut?

Qui a fait échouer enfin la résolution d'un membre qui proposait d'expédier ces mesures de réforme et de les voter de préférence à tous les autres projets de législation?

Qui a fait impitoyablement, résolument, criminellement, déposer sur le bureau de l'assemblée, également, quelques membres du cabinet. La désanvoluture avec laquelle le député de la Corse traite le parti orléaniste, qu'il ne daigne même plus flatter comme autrefois, a été sentie. M. de Broglie et à quelques-uns de ses amis du centre droit. On annonçait que le gouvernement se préparait à prendre des mesures contre la presse bonapartiste, mais cette assertion ne rencontrait que des incrédules.

Cependant, il y a quelques jours, au conseil des ministres, a eu lieu une sortie assez violente dirigée par le ministre de l'Intérieur contre le parti de l'appel au peuple, et en particulier contre la manifestation projetée le 16 mars à Chislehurst.

M. de Broglie a essayé de préciser le caractère du fait politique ou vole de préparation. Il a laissé entrevoir que si le voyage de Chislehurst, au lieu d'être un hommage rendu au prince impérial, dégénérait en pèlerinage politique, on devrait demander d'urgence une loi sévère contre la presse, et même contre les personnes, qu'au besoin le ministère devrait proposer un second vote de déchéance, qui ne serait pas un vote d'affolement comme celui de Bordeaux, mais qui aurait pour sanction le bannissement de la famille impériale.

Le *Times* publie les dépêches suivantes:

Paris, 15 février.

Depuis la publication de la lettre de M. Rouher, publication que les monarchistes considèrent comme une déclarative de restauration impérialiste, quelques membres du parti légitimiste et du parti fusionniste, en dehors de la Chambre, auraient l'intention de tenter un grand effort avec le concours du comte de Chambord lui-même, pour arriver à une solution qui, faisant disparaître le principal obstacle, donnerait la restauration monarchique possible en France.

Température.—11 mars 1874.

Thermomètre de C. Durkee, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	70	21
12 M.	74	23
3 P. M.	72	22
6 P. M.	65	18

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Un procès en dommages devant la Cinquième Cour.

L'égalité au théâtre.

Depuis que les métropolitains ont fait la guerre à St-Martinville, à la place Jackson, dans la paroisse Grant et dans la paroisse Terrebonne, ils prétendent avoir le droit d'entrer partout en conquérants.

Un certain Peter Joseph, ouvreur, qui remplit les fonctions de capitaine de la police, a intenté un procès à M. Bidwell, le directeur justement populaire de l'Académie de Musique, lui réclamant la modique somme de $5000, pour avoir été mis poliment à la porte de ce théâtre, le dit Joseph ayant eu la prétention de vouloir s'asseoir au parquet.

Le capitaine Joseph déclare dans sa pétition que ses sentiments ont été blessés et il évalue à $5,000 l'humiliation qu'il a subie. Il faut convenir que M. Joseph est très modeste, car il ne lui en aurait pas coûté davantage, en demandant $50,000 pour son amour-propre froissé. Quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre!

Nous ne saurions préjuger à l'avance quelle sera la décision de M. Lynch, le juge de fabrique radicale qui préside la Cinquième Cour de District, devant laquelle on procède aux hien; quoi qu'il arrive, nous ne pouvons qu'adresser nos éloges à M. Bidwell pour la fermeté dont il a fait preuve.

Les billets d'entrée de l'Académie de Musique portent tous cette clause importante, que nous traduisons textuellement: Contrat entre l'acheteur de ce billet et l'administration du théâtre. Il est entendu, et ce billet en est la condition expresse, que le contrôleur se réserve le droit de refuser l'entrée au porteur en lui remboursant le prix du dit billet.

C'est assez catégorique, et il est clair que quiconque achète un billet, accepte par ce simple fait les conditions de l'administration, puisqu'il devient une des parties du contrat dont il a une copie.

Il est possible, maintenant, que M. Joseph, tout capitaine de police qu'il est, ne sache pas lire très couramment, et, alors, on comprend qu'il ait consenti à un arrangement dont il ne savait pas le premier mot.

Si tel est le cas, nous lui apprendrons qu'il n'a pas été éconduit, parce qu'il était Africain ou Chinois, mais parce qu'on a pensé, avec raison, que sa présence au parquet serait plus que désagréable aux habitués de l'Académie de Musique. M. Bidwell a usé d'un droit, incontestable, par cela même qu'il n'a jamais été contesté, et, en agissant comme il l'a fait, il a bien mérité de toute notre population.

Il est aussi par trop fort que l'on prétende nous forcer à coudoyer au théâtre des gens qui nous répugnent, et le public ne tardera pas à se révolter, si la chose devient générale.

Les nègres ont tout envahi, grâce à la reconstruction. — Ils sont devenus sénateurs, administrateurs et gouverneurs. — Nous avons été humiliés bien souvent par eux, et nous sommes tout-à-fait ruinés par leur faute.

Ils nous ont fait payer des écoles, où nos enfants ne vont jamais, et nous causer ils nous ont accablé de taxes si d'impôts, qu'ils votaient dans leurs législatures avec autant d'intelligence qu'une corneille qui abat des noix.

Ils ont fait de nous de véritables esclaves politiques — qu'ils ne nous obligent pas, au moins, à déserter tous les théâtres.

Il suffit d'une goutte d'eau dans un vase trop plein pour le faire déborder, et il y a déjà quelques semaines que nous, on nous donne autour de nous de sourdes rumeurs qui n'annoncent rien de bon.

Le directeur de l'Académie de Musique s'est acquis toutes nos sympathies par le procès qui lui est intenté, et nous espérons que l'avocat qu'il emploira saura faire triompher la justice de sa cause. Nous y sommes tous directement intéressés.

La Réduction de la Police Métropolitaine.

La nouvelle loi adoptée par la pseudo-législature de Mechanics' Institute réduisant à $600,000 par an, l'allocation faite par la ville en faveur de la police métropolitaine, ajeté le désarroi dans le camp des fiers guerriers, qui ont l'honneur d'être commandés par ce grand capitaine, M. Badger.

La brigade métropolitaine compte en ce moment sept cents hommes, et, le département de la police ne disposant que de cinq cents, avec onze capitaines, vingt-deux sergents et quarante-quatre caporaux.

On va maintenant limiter le département à six cents hommes et réduire la brigade à quatre cents hommes.

On remerciera conséquemment cinq capitaines, dix sergents, vingt caporaux et trois cents hommes.

C'est gaiement avoir risqué sa vie pour M. Kellogg, à la place Jackson, à St-Martinville et dans mille autres lieux, pour se voir chasser par un ingrat qu'on a élevé au pouvoir.

Que les janissaires fassent une révolution! allons, un bon mouvement, hourrah!!

Cour de Circuit des Etats-Unis—Les prisonniers de la paroisse Grant.

La concouvre à dix heures, avec le juge Woods au fauteuil.

M. Beckwith, avocat de district, commence les débats au nom des Etats-Unis.

Nous nous abstenons de qualifier son plaidoyer; c'est une diatribe violente contre tous les blancs de la Louisiane, que M. Beckwith traite d'assassins et met sur le dos d'Oinges à jet continu, à l'adresse de ses frères noirs, qui sont, selon lui, des modèles de vertu et de probité.

Nous aurprenons plusieurs personnes, regardant, comme nous, du côté de l'éloquent avocat, pour voir s'il ne s'est pas barbouillé le visage avec du cirage, afin d'avoir la hauteur de la situation.

Si M. Beckwith visait à l'effet, il peut se vanter d'avoir atteint son but.

Jamais nous n'avons vu un homme sain d'esprit se démener et s'agiter comme l'avocat de District.

Il a éclaté comme un tonnerre; il a appelé la malédiction du ciel sur toute la race caucasienne; sa voix a parcouru toute la gamme des notes les plus graves et les plus aiguës; il a donné de grands coups de poing dans le vide; enfin, on s'attendait à chaque instant, à ce qu'il fit explosion comme un canon trop chargé.

M. Beckwith a parlé longuement, et, réellement, il a dit des choses si extraordinaires, que l'on se demande s'il avait bien toute sa raison.

Son discours politique, car, c'est là le véritable nom qu'il faut donner à son plaidoyer, est tellement injuste, il est si plein d'exagérations, il est si monstrueusement ridicule, que tous ceux qui le connaissent comme un homme intelligent, ne savaient que penser et s'interrogeaient à la dérobée.

M. Beckwith s'est aliéné l'estime et les sympathies de tout le monde par sa véhémence et par ses paroles imprudentes.

Un homme du cœur a dit que nos prisonniers, qui ne peuvent pas lui répondre!—

Un homme qui se respecte ne se fait pas l'interprète de certaines calomnies; un homme de sens évite l'exagération, dans les paroles comme dans les pensées; enfin, un homme d'esprit ne dit pas certaines grossièretés qui donnent à rire à ses dépens!

Nous ne pouvons qu'applaudir à ce que M. Beckwith veuille remplir consciencieusement, en faveur d'avocat de district. Nous admettons même qu'il soit intimement convaincu de la culpabilité des prisonniers; mais, nous lui nions le droit de venir jeter de la boue à pleines mains sur toute la population blanche de la Louisiane, dans le seul but de flatter les plus mauvaises passions des noirs.

Quand M. Beckwith s'écrie, en gesticulant, comme un possédé, que la vertu, l'honneur et l'intelligence se trouvent exclusivement du côté des nègres, et que les blancs sont tous des assassins, des maraudeurs et des faiseurs de nuits; quand il profère certaines expressions, dignes des halles, pour flétrir notre population, nous disons, nous, qu'il se peut qu'il soit un avocat habile, un politicien consommé, mais un homme sincère, non pas!—

La calomnie est une arme à deux tranchants qui blesse souvent ceux qui s'en servent; M. Beckwith a fait voir jusqu'où l'on peut employer cette arme pour frapper des hommes qui n'ont pas leur liberté d'action, s'est suicidé moralement, en ce sens, qu'il s'est mis au ban de l'opinion publique et honnête.

Il a parlé longtemps et il ne s'est arrêté que lorsque la respiration lui a manqué. Ses dernières paroles ont été pour vouer les accusés aux flammes de l'enfer, et cela, en présence de leurs femmes, de leurs enfants et de leurs amis; c'est admirable de bon goût et touchant de générosité!—

L'honorable R. H. Isabert est le premier à répondre à l'avocat de district.

Son plaidoyer est concis autant que brillant. Il dit qu'il n'essaie pas de combattre les inqualifiables paroles qui viennent d'être prononcées, qu'il ne veut ni s'emporter, ni d'employer, comme lui, le langage de la passion, en faisant appel aux opinions politiques des jurés, mais qu'il veut plaider froidement et calme, afin de prouver l'innocence des accusés.

L'affidavit en vertu duquel ils ont été arrêtés, porte, qu'ils se sont armés et réunis dans le but d'empêcher un certain Levy Nelson et un certain Alex. Tillman d'exercer leurs droits de citoyens.

Cela est-il vrai? Non, puisque les prisonniers et les blancs de la paroisse Grant ignorent, pour la plupart, qu'il y eut au monde deux nègres comme ce Nelson et ce Tillman.

Les blancs ayant attaqué les noirs, retranchés dans la maison de cour de la paroisse, non pour les empêcher de voter ou d'exercer aucun des droits que leur garantissent les amendements à la Constitution, mais pour défendre leurs familles en danger et pour protéger leurs propriétés dévastées; cette affaire sort entièrement du ressort du gouvernement général et aurait dû être portée devant les tribunaux de l'Etat, qui seuls ont juridiction en pareille matière.

M. Marr, après avoir exposé l'inanité des arguments de M. Beckwith et avoir reproché à celui-ci de poursuivre à l'antagonisme des races, ajoute que les vrais coupables, ceux que réclame la justice, sont les misérables, qui, dans un but d'intérêt personnel, ont trompé les nègres ignorants, en les appelant aux armes; et, qui lorsqu'ils ont pressenti le danger, se sont enfuis lâchement, abandonnant leurs dupes à leur malheureux sort.

M. Marr continue en faisant l'historique de toute la sanglante tragédie de Colfax que nos lecteurs connaissent bien. Il réunit les faits, dénaturés par M. Beckwith sous leur véritable jour. Il dit aussi que le plaidoyer de celui-ci devrait être reproduit en entier dans tous les journaux parce qu'il est digne d'être conservé; car il prouve comment un homme peut être exalté par les passions politiques, au point d'oublier toutes les convenances et de manquer à la fois de courtoisie et de charité.

Reprenant citoyen termine, en avertissant le jury qu'en prononçant un verdict de culpabilité, il donnerait le signal de la guerre civile et des émeutes dans tout l'Etat, parce que les noirs, se sentant soutenus, commettraient une foule d'excès.

M. Whitaker succède à M. Marr et se borne à résumer les dépositions des témoins à charge. Il s'acquitte de sa tâche avec beaucoup de talent et il résulte, résumé les sottes histoires des Levy, Nelson, des Ward, des Flowers et *tutti quanti*.

Il prouve que ces trois chefs des émeutiers se sont parjurés plus d'une fois dans le cours de leurs témoignages, et il dit qu'il n'a jamais vu de procès où les témoins appelés fussent moins dignes de foi.

M. Whitaker ne peut parler qu'une demi-heure, cependant, car la cour s'ajourne à 10 heures ce matin, coupant son plaidoyer en deux parties.

Nouvelles débats aujourd'hui et il sera suivi par MM. Ellis et Ryan.

Un Incendie.

Hier après-midi, vers sept heures et demie, un malfaiteur a jeté dans une étable appartenant à M. G. Elambias, une bouteille dans laquelle il avait mis du phosphore et un peu d'eau.

Le verre s'étant brisé en tombant le phosphore s'est répandu sur le plancher et a pris feu.

La bâtisse aurait flambé en quelques minutes, si quelqu'un n'avait pas découvert le feu au commencement d'incendie et n'avait mis bon ordre.

MESURES POUR SOULAGER LA MISÈRE A PARIS.

Nous lisons dans la *France*:

Mme la maréchale de Mac Mahon vient de prendre l'initiative d'un grand acte de bienfaisance et s'occupe en ce moment des journaux de Paris la lettre suivante:

Palais de l'Elysée, 17 février 1874.

Monsieur le rédacteur en chef,

De nombreuses mères me sont signalées en ce moment à Paris et appellent un secours immédiat.

J'ai pensé que la réorganisation des fourneaux économiques était un des moyens les plus efficaces pour leur venir en aide, et j'ai provoqué à cet effet une réunion qui aura lieu demain, 18, à une heure, au Palais de l'Elysée.

Je vous prie de vouloir bien y assister, espérant que vous consentirez à concourir, par la publicité de votre journal, à cette œuvre charitable.

Recevez, monsieur le rédacteur en chef, l'assurance de ma considération très distinguée.

Maréchal de Mac-Mahon.

Les représentants de la presse ont naturellement l'honneur de répondre à cet appel, et la réunion convoquée à l'Elysée les a rassemblés sans distinction d'opinion.

Mme la maréchale de Mac-Mahon a exposé que, dans plusieurs arrondissements de Paris, par suite de l'interruption des communications étrangères et de la cessation du travail, la misère se fait gravement sentir et les ouvriers sans salaire sont menacés de ne plus pouvoir nourrir leurs familles.

Le comité s'est formé sous la présidence de Mme la maréchale de Mac-Mahon, pour combattre les tristes conséquences de cette crise momentanée.

Il demande à tous les hommes de bonne volonté de l'aider dans une œuvre si bien justifiée, et il ne doute pas que leur charité ne soit prompte et généreuse, car il s'agit de prévenir, au moins en partie, les souffrances plus dignes de compassion et de secours.

En réponse à cette communication, la réunion a résolu qu'une souscription serait ouverte sur tous les journaux de Paris et les listes de souscripteurs envoyées au *Journal officiel*.

Les journaux de la haute initiative qui va présider en assurent par avance le succès.

La fête de la presse parisienne.—On lit dans un journal:

Aujourd'hui, chez M. Dubrousse, directeur politique de la *Presse*, a eu lieu une réunion des délégués des journaux de Paris.

Etaient représentés les journaux suivants:

L'Assemblée nationale, le Bien public, le Constitutionnel, le Corsaire, le Figaro, l'Evénement, le Gaulois, la France, le Gaulois, Havas l'agence, le journal des Débats, la Liberté, le Memorial diplomatique, le National, l'Ordre, le Petit Journal, le Petit Moniteur, la Petite Presse, la Presse, le Soir.

Parmi les non présents, les journaux suivants ont promis le concours de leur plume:

Le Français, la Gazette de France, le Journal de Paris, l'Opinion nationale, la Patrie, le Pays, le Rappel, la République française, le Siècle, le Temps.

Dans cette première réunion, ont été fixés les conditions et le caractère de la fête. Elle est donnée par la presse parisienne, afin d'unir dans une même pensée de bonne confraternité tous les journaux de Paris, et de venir en aide à ses pauvres, à l'aide d'une grande quête qui sera faite dans la soirée, par un comité de dames et de rédacteurs.

Il est superflu d'ajouter qu'elle n'a aucun caractère politique. Le nom des journaux d'opinions diverses qui y ont adhéré en est une preuve suffisante. Les représentants des principaux organes de Paris ont pensé que la bienséance offre un terrain commun, sur lequel ils peuvent toujours se trouver réunis.

Tous les journaux présents faisaient naturellement partie de la commission. Ils ont chargé les représentants de l'Assemblée nationale, de l'Evénement, du Journal des Débats, de la Liberté, du Moniteur universel, du National, de l'Ordre et de la Presse de constituer le comité général, qui dirigera les préparatifs de la fête.

Les réunions du comité auront lieu dans un des salons du Grand Hôtel, offert gracieusement par M. Vanlymbeeck.

Nouvelles de Berlin.—Berlin, 17 février.—La proposition de M. Teutsch et de l'évêque de Strasbourg tendant à faire voter les populations d'Alsace-Lorraine sur leur annexion à l'empire allemand, étant signée par les quinze députés d'Alsace-Lorraine, se trouve avoir ainsi le nombre de signatures suffisant pour être soumise à la discussion du Reichstag.

Avant hier a eu lieu à l'ambassade de France à Berlin un grand bal auquel assistaient l'impératrice, le prince impérial et la princesse impériale d'Allemagne, le prince et la princesse Charles, le prince Frédéric Charles, les princesses Marie et Elizabeth, le prince Alexandre, les princes Auguste et Guillaume de Wurtemberg, les hauts fonctionnaires de la cour, les ministres et les généraux, en tout 300 personnes. La soirée a été des plus brillantes.

Le prince de Bismark et sa fille en sont partis ce matin.

Une dépêche de Berlin annonce que M. de Gontaut-Biron prendra très-prochainement un congé de courte durée.

Une mauvaise habitude.

On a généralement l'habitude de prendre des stimulants dans les cas de maladies de foie ou on cherche avec soin, parmi les minéraux et parmi les végétaux, les purgatifs les plus puissants afin de produire un effet décisif sur le foie et de réveiller l'organe affaibli et endormi. Ce genre de traitement ressemble à celui qui consiste à donner à un homme sans forces une grande quantité d'eau-de-vie pour le mettre à même d'exécuter un certain travail. Lorsqu'on cesse d'administrer le stimulant à l'organe, comme le système, retombe dans l'état où il était auparavant puis devient encore plus faible. Les médicaments qui, tout en chassant la bile et activant les fonctions du foie, n'agissent pas trop énergiquement sur celui-ci, atteignent le but désiré.

MERVEILLES.

Bergen, Genesee Co., N. Y., 23 mars 1874.

Au Dr. *R. V. Pierce.*

Votre traitement a eu un plein succès; je désire vous en exprimer ma reconnaissance. J'avais une maladie de foie, un catarrhe et une faiblesse générale depuis des années; je déclinais rapidement. En août dernier, je m'adressai à vous et vos remèdes à votre "Golden Medical Discovery", au "Catarrh Remedy" ou Dr. Sage et à l'un de vos "Nasal Injectors"; je me portai mieux depuis cette époque et ma santé est meilleure qu'elle ne l'a été depuis longtemps. Je n'ai pas souffert, depuis plusieurs mois, de ces migraines que j'avais toutes les semaines. Le "Golden Medical Discovery" est le principal remède que j'ai employé; il a fait des merveilles et je le recommande aux malades. Laissez-moi vous remercier de nouveau de cet immense service.

Wm. F. Chittenden.

Théâtre des Variétés.

Vendredi soir 13 mars 1874.

Bénéfice pour couvrir les frais des témoins des prisonniers de la paroisse Grant,

—PAR LE—

CLUB SHAKESPEARE ET L'ASSOCIATION DRAMATIQUE D'ORLEANS.

L'ARGENT,

Comédie par Bulwer.

Admission.....$1 00

Nlle-Orléans, 9 mars 1874.

Aux membres de l'Association d'Amateurs Dramatique d'Orléans et du Club de Shakespeare:

Messieurs.—Il y a dans notre ville un grand nombre de citoyens des paroisses Grant et Rapides, qui ont été sommés comme témoins dans la poursuite des Etats-Unis, contre Cruikshank, et d'autres, connus comme prisonniers de la paroisse Grant. Ces témoins sont presque tous dépourvus de ressources. Ils n'ont rien du gouvernement, ni frais de route, ni frais de séjour, et s'ils ne sont aidés de nos citoyens, ils ne pourront se procurer ni logement, ni pension.

J'ai été invité par le comité à vous faire appel, et j'espère qu'avec votre zèle et votre empressement à soutenir la cause du pauvre, et des gens dans la détresse, vous donnerez un bénéfice dont le produit sera appliqué au soin de ces témoins indigents pendant leur séjour ici et aux frais de leur retour chez eux.

Très respectueusement votre obt. serviteur.

H. D. Ogden,

Au nom du comité des prisonniers de Grant.

Nlle-Orléans, 9 mars 1874.

A l'hon. Henry D. Ogden, président, etc.

Cher monsieur,—Le comité joint soussigné, auquel a été référée votre communication de cette même date, a l'honneur de vous informer qu'au meeting mixte des deux organisations, il a été unanimement résolu qu'une représentation sera donnée au Théâtre des Variétés dans la soirée de vendredi, 13 mars, et que le produit sera consacré à la défense des hommes qui sont traduits maintenant devant la Cour des Etats-Unis, et qui sont communément appelés les prisonniers de la paroisse Grant.

Le soussigné comité réussi a été nommé pour se charger de cette affaire en coopération avec le comité ci-dessus.

Nous demeurons, respectueusement, vos serviteurs.

J. J. Mellon, O. D. A., président.
Geo. H. Brainerd, club de Shakespeare.
E. A. Caran.
Wm. H. Beanham } O. D. A.
Henry Pickles.

9mars—4tmdv

SERVICE FUNÉBRE.

Une messe sera célébrée SAMEDI prochain, 14 mars, à huit heures A. M. à l'église Saint Pierre, rue Crape, entre Marigny et Mandeville, pour le repos de l'âme d'Eugène Blanchard. Les amis et connaissances sont respectueusement priés d'y assister. 12mi3mars

HEATH & LARA,

99 Rue du Camp 99

PRÈS POYDRAS,

MANUFACTURIERS DE CADRES MARCHANDS-TAPISSIERS.

GLACES françaises et allemandes, GLACES de toute grandeur, PORTRAITS chromos, gravures et lithographies.

—PAPIER PEINT—

CORNICHES, BIBLIOTHÈQUES, stores Nottingham, CHOPPES de tous genres pour rideaux, CANNES, tringles et Cocos.

16fév—1m.PP

Bureau de la Compagnie de Gaz de la Nouvelle-Orléans.

Nlle-Orléans, 11 mars 1874.

Avis important aux Consommateurs de GAZ!

Les consommateurs de Gaz sont prévenus de mettre des personnes qui, sous prétexte de réduction de comptes de gaz, installent des "brûleurs économiques" et autres appareils, &c., &c., dans plusieurs cas où des consommateurs ont obtenu des certificats de grande réduction, en examen a prouvé que les comptes ayaient été faussés et que la réduction des comptes était due à ce fait.

Avis est donné que quiconque faussera un compteur quelconque appartenant à cette compagnie et sera pris sur le fait, sera poursuivi avec la plus grande rigueur comme le permet la loi.

Théophile Fortal,
surintendant-général.

12mars—pp

Crescent City Live Stock Landing and Slaughter House Co.—Nouvelle Orléans, 11 mars 1874.—L'élection annuelle de Directeurs de cette Compagnie, tenue le 9 courant, a donné pour résultat les noms suivants qui ont été dûment élus:

C. Bernardez, Jos. Donaldson,
S. Barthet, T. S. Sebrell,
Jos. Kilvaw, Chas. Mayer,
J. N. Avegno, Chs. De Ruyter,
E. F. Moton.

Et à une assemblée de la susdite Direction, tenue ce jour, M. Jos. Hernandez a été unanimement réélu Président et M. J. N. Augustin, secrétaire.

J. N. Augustin,
Secrétaire.

Avis.

Notre fidèle Braughle n'étant pas attaché au service de l'Association, nous déclarons que l'exercice de notre profession dans les causes criminelles.

Buchin, Buck & Dinkelspiel,
Avocats.

12 mars—3f 1 au No. 12 du Commercial Place.

Montre Trouvée

Sur la banquette, au coin des rues Royale et St-Louis, une MONTRE de dame. La personne qui la perdue pourra s'adresser au PERRUQUIER, rue Royale et Esplande, en donnant la description de l'objet, et en payant le présent avis. 11mars—3f

$25 de Récompense.

Perdu ce jour, une somme de $180 en un billet de $100 et un de $80, (greenbacks). La récompense ci-dessus sera donnée à la personne qui rapportera ledit argent au bureau de ce journal.

Nouvelle-Orléans, 10 mars 1874. 11 mars—2f

AVIS AUX CONTRIBUABLES.

WM. H. BARNETT,

Courtier,

Bureau, No 27 de la rue de la Commune, près Carondelet,

Se charge de payer, aux taux d'escompte les plus libéraux, les taxes d'Etat et de la ville.

Avis Médical.

Destiné à occuper une place honorable dans cette partie du globe, le Sirop antirhumatismal du Dr. Wistar, si digne d'être connu, a déjà conquis sa réputation en force la confiance. Avant lier a eu lieu à l'ambassade de France à Berlin un grand bal auquel assistaient l'impératrice, le prince impérial et la princesse impériale d'Allemagne, le prince et la princesse Charles, le prince Frédéric Charles, les princesses Marie et Elizabeth, le prince Alexandre, les princes Auguste et Guillaume de Wurtemberg, les hauts fonctionnaires de la cour, les ministres et les généraux, en tout 300 personnes. La soirée a été des plus brillantes.

Le prince de Bismark et sa fille en sont partis ce matin.

Une dépêche de Berlin annonce que M. de Gontaut-Biron prendra très-prochainement un congé de courte durée.

Une mauvaise habitude.

On a généralement l'habitude de prendre des stimulants dans les cas de maladies de foie ou on cherche avec soin, parmi les minéraux et parmi les végétaux, les purgatifs les plus puissants afin de produire un effet décisif sur le foie et de réveiller l'organe affaibli et endormi. Ce genre de traitement ressemble à celui qui consiste à donner à un homme sans forces une grande quantité d'eau-de-vie pour le mettre à même d'exécuter un certain travail. Lorsqu'on cesse d'administrer le stimulant à l'organe, comme le système, retombe dans l'état où il était auparavant puis devient encore plus faible. Les médicaments qui, tout en chassant la bile et activant les fonctions du foie, n'agissent pas trop énergiquement sur celui-ci, atteignent le but désiré.

MERVEILLES.

Bergen, Genesee Co., N. Y., 23 mars 1874.

Au Dr. *R. V. Pierce.*

Votre traitement a eu un plein succès; je désire vous en exprimer ma reconnaissance. J'avais une maladie de foie, un catarrhe et une faiblesse générale depuis des années; je déclinais rapidement. En août dernier, je m'adressai à vous et vos remèdes à votre "Golden Medical Discovery", au "Catarrh Remedy" ou Dr. Sage et à l'un de vos "Nasal Injectors"; je me portai mieux depuis cette époque et ma santé est meilleure qu'elle ne l'a été depuis longtemps. Je n'ai pas souffert, depuis plusieurs mois, de ces migraines que j'avais toutes les semaines. Le "Golden Medical Discovery" est le principal remède que j'ai employé; il a fait des merveilles et je le recommande aux malades. Laissez-moi vous remercier de nouveau de cet immense service.

Wm. F. Chittenden.

NOUVELLES DE BERLIN.—Berlin, 17 février.—La proposition de M. Teutsch et de l'évêque de Strasbourg tendant à faire voter les populations d'Alsace-Lorraine sur leur annexion à l'empire allemand, étant signée par les quinze députés d'Alsace-Lorraine, se trouve avoir ainsi le nombre de signatures suffisant pour être soumise à la discussion du Reichstag.

Avant hier a eu lieu à l'ambassade de France à Berlin un grand bal auquel assistaient l'impératrice, le prince impérial et la princesse impériale d'Allemagne, le prince et la princesse Charles, le prince Frédéric Charles, les princesses Marie et Elizabeth, le prince Alexandre, les princes Auguste et Guillaume de Wurtemberg, les hauts fonctionnaires de la cour, les ministres et les généraux, en tout 300 personnes. La soirée a été des plus brillantes.

Le prince de Bismark et sa fille en sont partis ce matin.

Une dépêche de Berlin annonce que M. de Gontaut-Biron prendra très-prochainement un congé de courte durée.

Taxes et Licences de la ville et de l'Etat.

Le soussigné se charge du paiement des taxes de la ville et de l'Etat ou vend les mandats qui servent à payer les unes ou les autres.

E. H. LEVY, courtier,
Nlle-Orléans, 4 mars 1874.
Au No 126 de la rue Gravier.

12fév—1m,PP

Licences de Ville.

AVIS AUX DÉL